Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 258

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 10 novembre 1950 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 giugno 1950, n. 875.

Esecuzione degli Accordi di carattere economico fra l'Italia e la Finlandia, conclusi ad Helsinki il 1° novembre 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi ad Helsinki tra l'Italia e la Filandia il 1° novembre 1949:

a) Accordo commerciale;
b) Accordo di pagamenti;
c) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° novembre 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 giugno 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — VANONI — LOMBARDO — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 ottobre 1950
Atti del Governo, registro n. 36, foglio n. 30. — CONSOLI

Accord commercial entre l'Italie et la Finlande

Le Gouvernement italien d'une part et le Gouvernement finlandais d'autre part, animés du désir de voir se développer dans toute la mesure du possible, les échanges commerciaux entre l'Italie et la Finlande, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les échanges commerciaux entre l'Italie et la Finlande seront effectués dans le cadre de la réglementation sur le contrôle de l'exportation et l'importation en vigueur respectivement en Italie et en Finlande.

Art. 2.

Afin de faciliter le développement des échanges commerciaux réciproques les deux Gouvernements s'engagent à examiner avec toute bienveillance les demandes d'exportation et d'importation réciproques. Les licences d'exportation et d'importation seront octroyées dans le plus bref délai possible.

Art. 3.

Le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre l'Italie et la Finlande s'effectuera conformément aux dispositions de l'Accord de Paiement entre le Gouvernement italien et le Gouvernement finlandais signé en date d'aujourd'hui. Les échanges commerciaux entre l'Italie et la Finlande pourront aussi être effectués sur la base des affaires de réciprocité soumises à l'autorisation préalable des Autorités compétentes des deux Pays. Les affaires de réciprocité seront réglées conformément aux dispositions prévues à l'annexe du présent Accord et selon les ententes qui auront lieu entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Suomen Pankki.

Art. 4.

Les affaires de compensation privées approuvées par les deux Gouvernements à la date de la signature du présent Accord pourront être exécutées conformément aux dispositions intérieures en vigueur dans les deux Pays.

Art. 5.

Une Commission mixte assurera l'application de l'Accord. Elle se réunira à la demande soit du Gouvernement italien, soit du Gouvernement finlandais. La Commission mixte aura le pouvoir de délibérer des mesures qu'il conviendra de prendre pour régler les échanges commerciaux et les questions de paiement ainsi que, en général, de toutes les mesures pouvant d'une manière ou d'une autre favoriser une collaboration économique plus étroite entre les deux Pays.

Art. 6.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et sera valable pour une période indéfinie; toutefois il pourra être dénoncé à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Helsinki, en langue française, en double exemplaire, le 1er novembre 1949.

Pour l'Italie
RONCALLI

Pour la Finlande
UUNO TAKKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNEXE

DISPOSITIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES AFFAIRES DE RÉCIPROCITÉ

1. Les demandes d'autorisation d'affaires de réciprocité devront être présentées par les parties contractantes finlandaises et italiennes aux administrations compétentes de leur Pays respectif.

2. Lorsque l'administration finlandaise compétente aura donné son consentement à une affaire de réciprocité, la Suomen Pankki en avisera l'Ufficio Italiano dei Cambi. Si l'administration compétente italienne approuve la proposition finlandaise, l'Ufficio Italiano dei Cambi donnera un numéro d'ordre à l'opération envisagée et en avisera télégraphiquement ou par avion la Suomen Pankki.

3. Lorsque l'administration italienne compétente aura donné son consentement à une affaire de réciprocité, l'Ufficio Italiano dei Cambi en avisera la Suomen Pankki. Si l'administration finlandaise compétente approuve la proposition italienne, la Suomen Pankki donnera un numéro d'ordre à l'opération envisagée et en avisera télégraphiquement ou par avion l'Ufficio Italiano dei Cambi.

4. Les autorisations contiendront les indications suivantes:

— numéro d'ordre;

— désignation, quantité et prix des marchandises à fournir par chaque Pays;

— noms des opérateurs finlandais et italiens.

5. Au cas où une affaire de réciprocité approuvée par l'autorité compétente de l'un des deux Pays ne serait pas admise par celle de l'autre Pays, cette dernière fera part de son refus à celle du premier Pays, sans donner un numéro d'ordre à l'affaire.

6. Le règlement des paiements afférents aux affaires de réciprocité autorisées de part et d'autre sera effectué de la façon suivante:

a) La Suomen Pankki ouvrira vis-à-vis de chaque opération un compte spécial, en dollars U.S.A., au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi. Le débiteur finlandais versera à ce compte la contrevaleur de la marchandise italienne. La Suomen Pankki communiquera à l'Ufficio Italiano dei Cambi les montants reçus moyennant l'envoi d'avis de versement. Ces avis de versement tiendront lieu d'ordres de paiement. L'Ufficio Italiano dei Cambi exécutera les ordres susdits dans la mesure des montants reçus du débiteur italien participant à l'affaire de réciprocité en question.

b) Le débiteur italien versera à l'Ufficio Italiano dei Cambi la contrevaleur en lires de la somme due à son créancier finlandais au change convenu entre les parties italiennes intéressées. Sitôt le paiement reçu, l'Ufficio Italiano dei Cambi en donnera communication à la Suomen Pankki, moyennant l'envoi d'avis de versement libellés en dollars U.S.A. Ces avis tiendront lieu d'ordres de paiement. La Suomen Pankki exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte spécial ouvert auprès de lui pour l'affaire en question au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi et dans la mesure des paiements reçus du débiteur finlandais participant à l'affaire de réciprocité en question.

7 Au cas où l'importateur et l'exportateur intervenant dans une affaire serait la même personne en Italie et en Finlande, les versements, les paiements et les opérations prévues au paragraphe 6 ne seront pas effectuée; la Suomen Pankki et l'Ufficio Italiano dei Cambi procèderont dans ce cas à une opération de « compensation aux guichets », en percevant seulement les commissions et en s'informant réciproquement que l'affaire est épuisée du côté financier.

La procédure envisagée ci-dessus ne sera valable que si une affaire concerne une seule maison finlandaise et une seule maison italienne et si les deux maisons se déclarent d'accord pour recourir à cette procédure.

Dans la proposition originaire ou dans l'approbation les deux Instituts indiqueront: « compensation aux guichets ».

8. Dans les affaires de réciprocité devront être inclus les frais accessoires afférents aux opérations (tels que frais de trasport, commissions des représentants ou intermédiaires, frais bancaires ou similaires).

9. Si les livraisons réciproques prévues par une affaire de réciprocité ne sont pas entièrement effectuées, les administrations compétentes des deux Pays s'entendront pour assurer un règlement équitable de l'opération à la partie qui a exécuté, même partiellement, ses obligations, sans en recevoir la contrepartie. Notamment elles accorderont toute facilité pour l'exécution d'une nouvelle affaire, au moyen des montants restés inutilisés.

Accord entre le Gouvernement italien et le Gouvernement finlandais pour régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux réciproques.

Dans le but de faciliter le règlement des échanges commerciaux entre l'Italie et la Finlande, le Gouvernement italien d'une part et le Gouvernement finlandais d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

La Banque de Finlande (Suomen Pankki), agissant pour compte du Gouvernement finlandais, ouvrira au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, agissant pour compte du Gouvernement italien; un compte tenu en dollars U.S.A., dénommé « Compte Nouveau », au crédit duquel seront portés tous les montants représentant la contrevaleur des marchandises à importer de l'Italie en Finlande.

Les frais accessoires relatifs aux échanges des marchandises seront réglés par le même compte.

Ce compte sera exempt de frais et non productif d'intérêts.

Art. 2

L'Ufficio Italiano dei Cambi, agissant pour compte du Gouvernement italien effectuera de sa part, par le débit du compte visé à l'art. 1, tous les paiements représentant la contrevaleur des marchandises à importer de la Finlande en Italie, ainsi que les frais accessoires y relatifs.

Art. 3

Les frais accessoires, visés aux articles 1 et 2 ci-dessus, comprennent: frets maritimes, frais de transport par chemin de fer, par voie aérienne ou par route, règlements d'assurance et de réassurance (primes et indemnités), commissions, frais de représentation, courtages, frais d'entreposage, frais de dédouanement, frais de publicité, rabais, escomptes, bonifications. Par le compte visé à l'art. 1 seront réglés de même: salaires, secours et frais d'entretien, frais de voyage d'affaires, pensions, droits et redevances de brevet et de licence, droits d'auteur, impôts et amendes et tous autres frais approuvés d'un commun accord par les Autorités compétentes des deux Pays.

Art. 4

Les paiements visés aux articles 1, 2 et 3 seront effectués respectivement en Italie et en Finlande, dans le cadre de la réglementation sur le contrôle des changes en vigueur respectivement en Italie et en Finlande.

Art. 5

La Banque de Finlande avisera l'Ufficio Italiano dei Cambi de chaque versement porté au crédit du compte visé à l'art. 1 sous forme d'un avis de crédit.

Pour chaque paiement à effectuer par le débit du compte en question, l'Ufficio Italiano dei Cambi avisera de sa part la Banque de Finlande.

Dans le cas où le solde du compte prévu à l'art. 1 du présent Accord serait insuffisant pour exécuter les ordres de paiement transmis par l'Ufficio Italiano dei Cambi à la Banque de Finlande, celle-ci continuera à

effectuer les paiements par le débit du susdit compte jusqu'à concurrence d'un solde débiteur de 300.000 dollars U.S.A.

Dans le même but, aussi longtemps que le solde créditeur du compte susmentionné ne dépassera pas le montant de 300.000 dollars U.S.A., l'Ufficio Italiano dei Cambi continuera à effectuer les paiements aux ayants droit, conformément aux avis de versement émis par la Banque de Finlande.

Art. 6

Dans le cas où le solde créditeur ou débiteur du compte visé à l'art. 1 viendrait à dépasser la limite de 300.000 dollars U.S.A., le Gouvernement du Pays créditeur aura la faculté de restreindre la délivrance des permis d'exportation vers le Pays débiteur dans la mesure nécessaire pour ramener le débit au montant susdit.

L'institution débitrice pourra, toutefois, rembourser le montant excédant la limite fixée par cession de devises à convenir d'un commun accord entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque de Finlande.

Art. 7

Il est entendu que toutes les prestations devront être libellées dans la mesure du possible en dollars U.S.A.

La conversion en lires italiennes des montants en dollars U.S.A. et la conversion en dollars U.S.A. des montants en lires italiennes sera faite selon les dispositions fixées dans l'annexe à cet Accord.

En ce qui concerne la conversion en Finlande de dollars U.S.A. en markkas finlandais et vice-versa, elle aura lieu sur la base du cours officiel appliqué par la Banque de Finlande entre le markka finlandais et le dollar U.S.A.

Art. 8

Les avances pour achat de manchandises à importer de l'Italie en Finlande ou de la Finlande en Italie, seront réglées selon les dispositions du présent Accord, à condition que ces avances se réfèrent à des licences d'importation déjà délivrées par les Autorités compétentes en tant que de telles licences soient nécessaires, et qu'elles soient prévues dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondent aux usages commerciaux.

Art. 9

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque de Finlande s'entendront sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent Accord.

Art. 10

A l'expiration du présent Accord, le compte visé à l'art. 1 restera ouvert pour la liquidation des opérations en suspens. Le solde qui subsistera après la liquidation susdite, pourra être utilisé par la partie créancière dans un délai de six mois à partir de la date d'expiration du présent Accord pour le règlement des paiements prévus par l'Accord même.

Après le délai susmentionné le solde éventuel sera réglé immédiatement par la partie débitrice en devises acceptées par la partie créditrice, à moins que les deux parties contractantes ne s'entendent sur une autre modalité de liquidation.

Art. 11

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et sera valable pour une période indéfinie; toutefois il pourra être dénoncé à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Helsinki, en langue française, en double exemplaire, le 1er novembre 1949.

Pour l'Italie RONCALLI

Pour la Finlande UUNO TAKKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNEXE À L'ARTICLE 7 DE L'ACCORD DE PAIEMENT ENTRE L'ITALIE ET LA FINLANDE

Tant que le système de change pratiqué actuellement en Italie restera en vigueur:

1. La conversion en lires italiennes des montants en dollars U.S.A. des avis de versement transmis par la Banque de Finlande à l'Ufficio Italiano dei Cambi sera effectuée au cours moyen résultant des cotations de clôture du dollar U.S.A. d'exportation aux bourses de Rome et Milan du dernier jour de bourse ouverte précédant celui dans lequel l'Ufficio Italiano dei Cambi donne ordre de paiement à la Banca d'Italia.

2. En ce qui concerne les versements à effectuer par les intéressés italiens, la conversion des lires italiennes en dollars U.S.A. sera faite au cours moyen visé à l'alinéa ci-dessus du dernier jour de bourse ouverte précédant celui du versement à l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Les dispositions qui précèdent seront revisées et modifiées à la demande de l'une des deux Institutions dans le cas d'un changement fondamental qui surviendrait au système de change actuellement en vigueur en Italie.

Helsinki, le 1er novembre 1949

Monsieur le Ministre,

Me référant aux ententes encourues entre l'Ufficio Italiano dei Cambi, en qualité de Liquidateur de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, et la Banque de Finlande au sujet du règlement des soldes des comptes prévus par l'ancien Accord de paiement entre l'Italie et la Finlande et des créances arriérées réciproques, j'ai l'honneur de Vous proposer ce qui suit:

a) Le montant, en markkas finlandais, dont l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero en liquidation restera créancier vis-à-vis de la Banque de Finlande après la compensation des soldes des comptes prévus par l'Accord de paiement italo-finlandais du 8 octobre 1940 et par le Protocole de la 2ème Session de la Commission Mixte Permanente italo-finlandaise du 10 novembre 1941, sera converti en dollars U.S.A. au taux de change entre le markka finlandais et le dollar U.S.A. coté ce jour par la Banque de Finlande; le montant en dollars U.S.A. résultant de ladite conversion sera crédité au « Compte Nouveau » prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement italo-finlandais signé en date d'aujourd'hui.

b) Les créances arriérées réciproques afférentes à des obligations échues sous le régime de l'Accord de paiement italo-finlandais du 8 octobre 1940, pourvu qu'il s'agisse de paiements admis par ledit Accord,

seront réglées au moyen du « Compte Nouveau » en dollars U.S.A. prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement italo-finlandais signé en date de ce jour.

Je Vous prie de bien vouloir me communiquer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

G. LIBRANDO
Conseiller commercial à la Légation d'Italie

Monsieur J. NYKOPP
Directeur des Affaires Commerciales
au Ministère des Affaires Etrangères — HELSINKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Helsinki, le 1er novembre 1949

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de Votre lettre de ce jour, ainsi conçue:

« Me référant aux ententes encourues entre l'Ufficio Italiano dei Cambi, en qualité de Liquidateur de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, et la Banque de Finlande au sujet du règlement des soldes des comptes prévus par l'ancien Accord de paiement entre l'Italie et la Finlande et des créances arriérées réciproques, j'ai l'honneur de Vous proposer ce qui suit:

a) Le montant, en markkas finlandais, dont l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero en liquidation restera créancier vis-à-vis de la Banque de Finlande après la compensation des soldes des comptes prévus par l'Accord de paiement italo-finlandais du 8 octobre 1940 et par le Protocole de la 2ème Session de la Commission Mixte Permanente italo-finlandaise du 10 novembre 1941, sera converti en dollars U.S.A. au taux de change entre le markka finlandais et le dollar U.S.A. coté ce jour par la Banque de Finlande; le montant en dollars U.S.A. résultant de ladite conversion sera crédité au « Compte Nouveau » prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement italo-finlandais signé en date d'aujourd'hui.

b) Les créances arriérées réciproques afférentes à des obligations échues sous le régime de l'Accord de paiement italo-finlandais du 8 octobre 1940, pourvu qu'il s'agisse de paiements admis par ledit Accord, seront réglées au moyen du « Compte Nouveau » en dollars U.S.A. prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement italo-finlandais signé en date de ce jour.

Je Vous prie de bien vouloir me communiquer Votre accord sur ce qui précède ».

Je me déclare entièrement d'accord avec les termes de la lettre ci-dessus et je Vous prie de croire, Monsieur le Conseiller, à l'assurance de ma parfaite considération.

J. NYKOPP
Directeur des Affaires Commerciales
au Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur Gaetano LIBRANDO
Conseiller commercial à la Légation d'Italie
HELSINKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Helsinki, le 1er novembre 1949

Monsieur le Ministre,

Pendant les négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord commercial et de Paiement entre nos deux Pays, Vous avez manifesté le désir que le montant de crédit réciproque dont l'article 6 de l'Accord de paiement fait mention, soit élevé à une somme supérieure à 300.000 dollars U.S.A.

Par ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, au cas où à la suite des nouveaux Accords le développement des échanges italo-finlandais exigerait l'adoption d'une telle mesure, les Autorités compétentes italiennes, d'entente avec les Autorités finlandaises, examineront avec bienveillance la possibilité de reviser le montant de crédit réciproque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

G. LIBRANDO
Conseiller commercial à la Légation d'Italie

Monsieur J. NYKOPP
Directeur des Affaires Commerciales
au Ministère des Affaires Etrangères — HELSINKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Helsinki, le 1er novembre 1949

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de Votre lettre de ce jour, ainsi conçue:

« Pendant les négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord commercial et de Paiement entre nos deux Pays, Vous avez manifesté le désir que le montant de crédit réciproque dont l'article 6 de l'Accord de paiement fait mention, soit élevé à une somme supérieure à 300.000 dollars U.S.A.

Par ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, au cas où à la suite des nouveaux Accords le développement des échanges italo-finlandais exigerait l'adoption d'une telle mesure, les Autorités compétentes italiennes, d'entente avec les Autorités finlandaises, examineront avec bienveillance la possibilité de reviser le montant de crédit réciproque ».

Je m'empresse de Vous informer d'avoir pris connaissance du contenu de la lettre ci-dessus et je Vous prie de croire, Monsieur le Conseiller, à l'assurance de ma parfaite considération.

J. NYKOPP
Directeur des Affaires Commerciales
au Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur Gaetano LIBRANDO
Conseiller commercial à la Légation d'Italie
HELSINKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1950.

Approvazione del nuovo statuto della Cassa di risparmio di Narni, ente morale con sede in Narni (Terni).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Narni, approvato con decreto del Capo del Governo in data 6 gennaio 1939;

Viste le deliberazioni del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea dei soci della Cassa predetta in data, rispettivamente, 21 e 31 marzo 1950;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato il nuovo statuto della Cassa di risparmio di Narni, ente morale con sede in Narni (Terni), allegato al presente decreto, composto di n. 64 articoli e debitamente vistato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4728)

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1950.

Approvazione del nuovo statuto della Cassa di risparmio di Vercelli, ente morale con sede in Vercelli.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Vercelli, approvato con decreto del Capo del Governo in data 1° febbraio 1939;

Viste le deliberazioni del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea dei soci della Cassa predetta in data, rispettivamente, 3 e 17 marzo 1950;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato il nuovo statuto della Cassa di risparmio di Vercelli, ente morale con sede in Vercelli, allegato al presente decreto, composto di n. 66 articoli e debitamente vistato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4727)

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1950.

Approvazione del nuovo statuto della Cassa di risparmio di Modena, ente morale con sede in Modena.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Modena, approvato con decreto del Capo del Governo in data 10 gennaio 1939, successivamente modificato con altri decreti del Capo del Governo in data 21 febbraio e 9 dicembre 1942 e con decreto Ministeriale del 4 giugno 1946;

Vista la deliberazione del Consiglio di amministrazione della Cassa di risparmio predetta in data 4 luglio 1950;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato il nuovo statuto della Cassa di risparmio di Modena, ente morale con sede in Modena, allegato al presente decreto, composto di n. 55 articoli e debitamente vistato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4729)

DECRETO MINISTERIALE 4 novembre 1950.

Istituzione di una Commissione consultiva per lo studio dei problemi dell'artigianato.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Decreta:

Art. 1

Presso il Ministero dell'industria e del commercio è istituita una Commissione consultiva per lo studio dei problemi dell'artigianato.

Art. 2.

La Commissione formula proposte ed esprime pareri:

1) sui problemi tecnici attinenti a programmi e provvedimenti che riguardano:

a) l'assetto, lo sviluppo, la disciplina, il credito e il finanziamento delle imprese artigiane;

b) l'incremento della loro produzione e dello smercio dei prodotti, all'interno ed all'estero;

c) l'assistenza tecnica ed artistica e la tutela dell'artigianato;

d) l'istruzione professionale relativa ai mestieri artigiani;

c) gli organi di rappresentanza e di tutela degli interessi dell'artigianato;

2) sui provvedimenti relativi alla costituzione, trasformazione e soppressione di enti che si propongono l'assistenza economica, tecnica ed artistica delle imprese artigiane e di enti per l'organizzazione di fiere, mostre ed esposizioni a carattere internazionale, nazionale, regionale o interprovinciale per i prodotti dell'artigianato;

3) sulla esecuzione di rilevazioni e di indagini economiche, nonchè sui censimenti delle imprese artigiane e delle relative produzioni;

4) su ogni altro argomento sul quale il Ministro ritenga di sentire la Commissione stessa.

Art. 3.

Con decreto del Ministro per l'industria e il commercio possono essere istituiti, in seno alla Commissione consultiva, Comitati di studio per singoli problemi, e sono nominati i rispettivi componenti.

Possono essere chiamati a far parte della Commissione consultiva e dei Comitati anche esperti, nonchè rappresentanti di amministrazioni ed enti diversi da quelli elencati nell'art. 4 del presente decreto, a seconda degli argomenti oggetti di studio.

Art. 4.

Il presidente della Commissione è nominato dal Ministro per l'industria e per il commercio scegliendolo fra persone particolarmente esperte nei problemi dell'artigianato.

La Commissione è composta:

1) dal direttore generale per l'Artigianato e le piccole industrie;

2) da un rappresentante per ciascuna delle associazioni sindacali artigiane a carattere nazionale;

3) da tre titolari di aziende artigiane;

4) da tre lavoratori dipendenti da aziende artigiane;

5) da un rappresentante del Centro nazionale dell'artigianato;

6) da un rappresentante dell'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie;

7) da un rappresentante dell'Ente autonomo mostra-mercato nazionale dell'artigianato;

8) da un rappresentante dell'Unione italiana delle camere di commercio.

Art. 5.

I membri della Commissione sono nominati con decreto del Ministro per l'industria e il commercio.

Con lo stesso decreto è nominato il segretario della Commissione.

Art. 6.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 novembre 1950

Il Ministro: TOGNI

(4770)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 204

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 10 novembre 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,82	143 —
» Firenze	624,83	142,80
» Genova	624,80	142,85
» Milano	624,83	142,85
» Napoli	624,75	142,75
» Palermo	624,82	142,85
» Roma	624,80	142,85
» Torino	624,82	143 —
» Trieste	624,82	142,85
» Venezia	624,82	143,10

Media dei titoli del 10 novembre 1950

Rendita 3,50 % 1906	75,50
Id. 3,50 % 1902	73,60
Id. 3 % lordo	48,50
Id. 5 % 1935	100,575
Redimibile 3,50 % 1934	75,575
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,875
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	72,80
Id. 5 % (Ricostruzione)	94,40
Id. 5 % 1936	94,375
Buoni del Tesoro 5 % (15 aprile 1951)	100,10
Id. 4 % (15 settembre 1951)	99,10
Id. 5 % convertiti 1951	100,20
Id. 5 % (scadenza 1959)	97,675

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione e cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 10 novembre 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,81
1 franco svizzero	» 142,85

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,81	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Olanda	» 164,41	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera (c/ spese portuali transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso di rettifica

Il sunto del decreto Ministeriale 18 settembre 1950, n. 1930, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 224 del 29 settembre 1950, a pagina 2782, col n. 4103, deve rettificarsi nel senso che lo statuto approvato è quello del Consorzio di bonifica in destra del Trigno, con sede a Termoli (Campobasso), e non del Consorzio di bonifica in sinistra del Trigno, con sede a Vasto (Chieti).

(4775)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Scioglimento dell'amministrazione ordinaria del Consorzio del canale Torbido, con sede in Castelfranco Emilia (Modena) e nomina di un commissario governativo.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste n. 28697 in data 30 ottobre 1950, è stata sciolta l'amministrazione ordinaria del Consorzio del canale Torbido, con sede in Castelfranco Emilia (Modena), ed il cav. Raimondo Giovanardi è stato nominato commissario governativo dell'ente, con tutti i poteri di rappresentanza, di deliberazione e di esecuzione che, a termini dello statuto vigente, spettano agli organi dell'amministrazione ordinaria.

(4733)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 13 luglio 1950, concernente l'« Approvazione del cambiamento della denominazione dell'Istituto di San Paolo di Torino in quella di Istituto bancario San Paolo di Torino e del nuovo statuto dell'Istituto medesimo », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* in data 25 luglio 1950, n. 168, nel testo dello statuto sono incorsi alcuni errori che si rettificano come appresso:

I) art. 15, righe 23-24: « Il direttore generale interviene alle riunioni del Consiglio d'amministrazione con voto consultivo » anzichè « Il direttore generale è responsabile di fronte al Consiglio di amministrazione con voto consultivo »;

II) art. 16, lett. *m*): « deliberare la eliminazione *dalle* scritture... » anzichè « deliberare la eliminazione *delle* scritture »;

III) art. 21, righe 1-2: « Il direttore generale è responsabile di fronte al Consiglio d'amministrazione del regolare funzionamento dell'Istituto » anzichè « Il direttore generale interviene alle riunioni del Consiglio di amministrazione del regolare funzionamento dell'Istituto »;

IV) art. 25, riga 3: « ... *del* direttore... » anzichè « ... *dal* direttore.. »;

V) art. 32, riga 9: « ... di fronte *ai* terzi » anzichè « ... di fronte *a* terzi »;

VI) art. 33, riga 2: « ... di variazi*one*... » anzichè « ... di variazi*oni*... ».

N.B. — *Il presente avviso di rettifica annulla e sostituisce quello pubblicato sotto il titolo « Banca d'Italia » nella* Gazzetta Ufficiale *del* 16 *settembre* 1950, *n.* 213.

(4769)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Ancona in data 10 luglio 1950, n. 19862, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona al 30 novembre 1949 è costituita come appresso:

Presidente:

Scaramucci dott. Giulio, vice prefetto.

Componenti:

Balice dott. Alberto, medico provinciale;
Gusso prof. dott. Aldo, docente in ostetricia;
Pallucchini dott. Amato, specializzato in ostetricia;
Ascari Gisella, ostetrica condotta.

Segretario:

Schirinzi dott. Nicola.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Ancona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 18 ottobre 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4675)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.